

- Retraites : l'intersyndicale refuse de tourner la page tant que la réforme n'est pas retirée

Renouer le dialogue pour clore la séquence consacrée à la réforme des retraites et **préparer les prochains chantiers sociaux**. Tel était l'objectif de la Première ministre, accompagnée notamment d'Olivier Dussopt, en recevant à l'Hôtel de Matignon le 5 avril, veille de la **onzième journée de mobilisation**, les leaders des huit organisations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, FSU, Solidaires) et patronales (Medef, CPME, U2P). Élisabeth Borne a en effet été chargée par le président de la République de consulter partenaires sociaux et responsables politiques pour préparer un **nouveau programme législatif** (v. [l'actualité n° 18763 du 24 mars 2023](#)). La tâche s'annonce ardue au regard de la position ferme de l'**intersyndicale**, qui **écarte toute reprise des discussions** tant que le projet de loi portant réforme des retraites n'aura pas été retiré.

Retraites : l'intersyndicale réitère sans succès sa demande de retrait...

Sans surprise, l'**intersyndicale** a affiché, lors de cette rencontre, son **unité** pour **exiger** de l'exécutif un **recul** sur la mise en œuvre du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale (PLFRSS) pour 2023 (v. [l'actualité n° 18761 du 22 mars 2023](#)). « Madame la Première ministre, pouvez-vous répondre à cette question : êtes-vous prête à retirer cette réforme ? », a ainsi conclu chaque leader syndical à l'issue de son intervention. Devant l'opposition de la Première ministre, les **discussions ont tourné court**. « J'ai pu leur redire ma conviction et celle de mon gouvernement de la nécessité de cette réforme » a déclaré Élisabeth Borne à l'issue de la rencontre, confirmant avec fermeté son **refus** de toute idée de **retrait** ou de suspension de la réforme des retraites.

Dans une déclaration commune, l'intersyndicale a fait part de sa déception en qualifiant la **décision** d'Élisabeth Borne de maintenir son texte de « **grave** ». La Première ministre « nous a adressé une fin de non-recevoir et a choisi de nous renvoyer dans la rue », a renchéri Sophie Binet (CGT). L'intersyndicale en appelle désormais à la « sagesse » du Conseil constitutionnel (v. [l'actualité n° 18766 du 29 mars 2023](#)) dont la décision est attendue pour le 14 avril prochain.

... et refuse d'ouvrir de nouvelles concertations

Le dialogue de sourd entre l'exécutif et les syndicats sur la réforme des retraites pourrait-il compromettre les discussions sur de nouveaux chantiers sociaux ? C'est en tout cas ce qu'affirme l'intersyndicale. « Nous **refusons de tourner la page** et d'ouvrir, comme le souhaite le gouvernement, d'autres séquences de concertation sur des dossiers aussi divers que le plein-emploi ou le partage des richesses », a-t-elle déclaré à l'issue de la réunion avec la Première ministre, par la voix de Cyril Chabanier (CFTC). « Il faut débloquer la situation en retirant la réforme des retraites », a renchéri François Hommeril (CFE-CGC). Si elles rappellent que « le moment n'est pas venu », les **organisations syndicales** ouvrent néanmoins la porte à ce que **chacune** d'entre elles puisse « **formuler des propositions** de nature à améliorer l'existence de nos concitoyens ».

« Je n'envisage pas d'avancer sans les partenaires sociaux », a réagi la Première ministre, qui, malgré l'échec de la réunion, estime qu'« il était important, dans le moment que nous vivons, que nous puissions nous parler ». « Nous souhaitons avoir un dialogue social le plus constructif possible », a confirmé Olivier Dussopt devant le Sénat le 5 avril.

La CFDT propose une « conférence sociale » pour sortir de la crise

Laurent Berger (CFDT), dans son intervention auprès de la Première ministre, a esquissé une nouvelle porte de sortie de crise à travers l'organisation d'une « **conférence sociale** autour des retraites et du travail ». La « CFDT y participera », s'est-il engagé tout en rappelant son préalable : le retrait ou la suspension de la réforme. Les thèmes proposés convergeraient avec ceux envisagés par l'exécutif : **pénibilité** au travail, emploi des **seniors**, évolution de **carrière**. Selon l'un des participants à la réunion du 5 avril, contacté par nos soins, Élisabeth Borne n'a pas réagi à la nouvelle proposition de la CFDT et ne l'a pas mentionné lors de sa prise de parole. Rappelons que la proposition de la CFDT du 28 mars de suspendre la réforme pour organiser une médiation avait déjà été rejetée par l'exécutif (v. [l'actualité n° 18766 du 29 mars 2023](#)).

Le patronat souhaite multiplier les négociations interprofessionnelles

Également reçues par la Première ministre, les **organisations patronales** ont rappelé leur **soutien** à la **réforme** des retraites. En l'absence de désaccord sur ce point, les discussions avec la cheffe du gouvernement ont pu se concentrer sur les **chantiers sociaux à venir**. Partisan d'une « **nouvelle méthode** », Geoffroy Roux de Bézieux (Medef) appelle le gouvernement à « mieux prendre en compte les partenaires sociaux ». À ses yeux, il conviendrait pour l'exécutif de proposer aux syndicats et au patronat une liste de sujets de négociation interprofessionnelle, en citant notamment l'emploi des seniors, le logement des salariés ou encore le développement des carrières. « Laissez-nous ensuite discuter, cela **prendra un peu plus de temps** que d'autres méthodes, mais c'est sûrement **plus efficace** », a insisté le président du Medef. Volonté partagée tant par Jean-Christophe Repon (U2P) que par François Asselin (CPME), qui souligne que le **dialogue social** entre partenaires sociaux « n'est **pas rompu** ».

« Pendant la crise de la réforme des retraites, nous avons réussi à conclure un **accord** national interprofessionnel (ANI) structurant sur le **partage** de la **valeur** », s'est par ailleurs félicité Geoffroy Roux de Bézieux (Medef) (v. [l'actualité n° 18735 du 14 févr. 2023](#)). Chaque organisation patronale a rappelé sa volonté de voir le législateur reprendre fidèlement l'accord conclu le 10 février dernier. « La Première ministre a continué à dire qu'elle le reprendrait quasi *in extenso* dans la loi », nous a confié Jean-Christophe Repon (U2P) en évoquant une **transposition « assez rapide** ».

Emmanuel Macron pourrait à son tour recevoir l'intersyndicale Selon l'entourage du président de la République, « des contacts » seront pris avec les organisations syndicales dans la perspective d'une rencontre, qui pourrait avoir lieu après la décision du Conseil constitutionnel sur la réforme des retraites le 14 avril prochain. Le proche du chef de l'État a également déclaré que la réunion à Matignon avec l'intersyndicale était « importante » et constituait « une marque de respect réciproque ». *Source AFP*